

**COMMENT NOMMER LES QUESTIONS SENSIBLES
OU LA CRITIQUE DU SENS COMMUN "INSENSIBLE"
DES CONCEPTS ET MÉTHODES
EN ÉTUDES AFRICAINES**

PAR

Jean COPANS

Professeur de sociologie et d'anthropologie à l'Université de Picardie Jules Verne

L'évidence d'un détour, voire d'un très long détour pour répondre sérieusement à la question sensible du politique en Afrique noire ne provient pas d'un refus de donner un avis sur ce dont tout le monde parle. Car ce détour est celui d'une triple histoire, celle des Etats et des sociétés du continent africain lui-même, celle des disciplines et des notions qui ont scandé cette histoire dans le savoir de l'Occident, puis plus récemment de l'Afrique elle-même, et enfin celle de l'anthropologue que je suis à l'expérience particulière. C'est pour oublier l'histoire, et l'anthropologie, des sociétés africaines dans la diversité de leurs niveaux et de leur composition, que tout devient sensible. Certes la compréhension des phénomènes ne transforme pas leur nature, et le génocide du Rwanda ou les famines de la Corne de l'Afrique n'en sortent pas excusés d'analyses plus précises ou documentées. Mais l'Afrique noire est semble-t-il par définition une question sensible et il est temps de sortir de ces "cinq réflexes à la une" qui annihilent toute tentative de discours plus raisonné et modeste sur l'Afrique du temps présent. L'inventaire est rapidement établi : génocides, guerres dites civiles, réfugiés, sécheresses et famines, Plans d'Ajustement structurels et manque d'Etat, corruptions, migrations (internes et extérieures), démocratie, éducation, familles, femmes et enfants (ensuite et pas d'abord !), etc. J'ai tout nommé puisque tout est sensible. La situation paraît ainsi désespérée puisqu'on ne sait pas par quel bout commencer.

Un détour s'impose donc : une telle pléthore de "questions sensibles" renvoie au préalable de nos connaissances sur l'Afrique, de leurs conditions de production, de leur contenu empirique, de leurs formes de diffusion et enfin

de leurs instruments théoriques. Spécialiste depuis plus de trente ans, entre autres domaines, de l'histoire et de l'évolution des études africaines, il me semble toujours nécessaire et indispensable de rappeler ce contexte car c'est la seule condition qui permette d'éviter des contresens si pratiques et si fréquents¹.

Les études africanistes, occidentales comme africaines, sont depuis longtemps l'objet d'un débat récurrent. Après les accusations de collusion avec les pouvoirs coloniaux (Leclerc, 1972 ; Schwartz, 1980), vint le temps des critiques de l'ethnonationalisme (Hountondji, 1976), puis ce fut au tour des pouvoirs postcoloniaux de se trouver accusés ainsi que les grands organismes internationaux (Banque mondiale ou UNESCO) (Kabou, 1991), et maintenant à nouveau celui de l'africanisme "blanc" du moins métropolitain (Mafege, 1996). L'examen des connaissances africanistes connaît donc lui-même des préalables historiques, sociologiques et politiques. Il me faudra les évoquer pour bien mesurer la complexité "sensible" du retour sur soi de ces savoirs et surtout pour évoquer les solutions raisonnables tant aux plans des prolégomènes épistémologiques que des hypothèses analytiques.

I - LA QUESTION SENSIBLE DES ÉTUDES AFRICAINES

Pour qui sont menées les études africaines ? Question sensible entre toutes dont la réponse évidente ("Pour l'amélioration des connaissances scientifiques de l'humanité") comporte sur un petit siècle de recherches en sciences sociales de nombreuses preuves de supériorité raciale, d'arrogance culturelle, religieuse et coloniale et enfin d'idéologies jadis modernisatrices et développementalistes, aujourd'hui libérales et démocratisantes. Un bon point de départ pour nos réflexions pourraient provenir de la conclusion du texte de Jean-François Médard, *L'Afrique et la science politique* (1991 : 284) qui rappelle l'ethnocentrisme d'un certain comparatisme politique : "...autant on considère dans nos milieux académiques qu'étudier les élections françaises et américaines relève de la science politique, autant s'intéresser au Gabon paraît marginal et exotique". En fait, il faut renverser les perspectives pour se rendre compte "que le cas de l'Afrique n'a rien d'«anormal» mais que s'il existe une trajectoire historique véritablement unique et pour tout dire «anormale», c'est bien la trajectoire politique de l'Europe". Ainsi, on retourne l'exotisme et l'ethnocentrisme d'un même coup. Si la plupart des politologues et des africanistes reconnaissent le bien fondé général d'un tel point de vue, le détail des démarches et des élaborations conceptuelles semble beaucoup plus ambigu. C'est pourquoi il faut aller un peu plus loin et se demander ce que l'étude de l'Afrique noire apporte aux disciplines dans leurs formulations dominantes et dans leurs problématiques universalisantes.

1. Voir sur tous ces points notre ouvrage, *La longue marche de la modernité africaine* (1990) que nous venons de rééditer avec une préface inédite (1998c).

Plusieurs chercheurs africanistes américains se sont penchés récemment sur cette question et leurs réponses sont plutôt positives que ce soit pour les sciences politiques (R. Sklar), pour l'histoire (S. Feierman), pour l'anthropologie (S. Falk Moore) ou encore en économie (P. Collier) ou en histoire de l'art (S. Preston Blier) (Bates, Mudimbe, O'Barr, 1993). En France, la situation paraît plus grave, du moins en Sciences politiques si l'on en croit J.-F. Bayart (1996). Quant aux chercheurs africains, qu'ils soient francophones ou anglophones, leurs conditions de travail se sont gravement détériorées au point que des organisations internationales prennent aujourd'hui le pas sur les institutions nationales dans le maintien des conditions élémentaires de réflexion, de discussion et de publication². Une telle situation est d'ailleurs propice à toutes les résurgences chauvines, nationalistes ou soi-disant panafricaines (Zezeza, 1997).

Pour résumer notre propos sur ce point et fonder la première étape de notre détour, il faut rappeler que l'africanisation, à tous les sens du terme, des études africaines est toujours devant nous mais que les conditions matérielles, humaines, universitaires et même symboliques d'une telle mutation sont loin d'être réunies. La production autochtone de sciences sociales en relation avec les pratiques des sociétés concernées doit être un objectif qui ne souffre aucune exception : l'internationalisation des producteurs de savoir ne fait que contourner ce premier point "sensible".

Le second préalable porte sur le champ de la reconnaissance politique de ces connaissances et sur le débat public qui doit les prendre en considération (Copans, 1993). L'expertise fait partie des sciences sociales mais l'expertise internationale, même à des fins "locales" et "nationales", reste aux mains d'une politique étrangère. Les sciences sociales participent de la création de la modernité et il faut que les citoyens "démocrates" sachent ce que l'on pense d'eux. C'est pourquoi les nombreuses réflexions sur la nature de l'État et de ses liens avec une éventuelle société civile que les démocratisations, transitions démocratiques et autres conférences nationales ont mis à l'ordre du jour doivent devenir un enjeu des opinions publiques. La situation de non-débat public qui prévaut en Afrique noire depuis la constitution des formes dites modernes du politique n'est pas propice à l'autonomisation des sciences sociales et c'est pourquoi le caractère élitiste de ces dernières, ne serait-ce qu'au seul plan linguistique (des anciennes langues métropolitaines), ne peut disparaître par la seule magie de déclarations populistes et démagogiques. Les sciences sociales africanistes, y compris africaines, ne sont que des substituts, que des chèques en blanc³ pour des analyses soumises à des paradigmes dépen-

2. Voir dans ce domaine le rôle important joué depuis de nombreuses années par le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA). Cet organisme panafricain, financé pour l'essentiel par des bailleurs de fonds étrangers, est basé à Dakar. Il publie un *Bulletin* et de nombreux ouvrages (distribution des titres français par les Editions Karthala) et documents de travail. Il est actuellement dirigé par l'historien camerounais, Achille Mbembe.

3. C'est le titre de ma préface, "Le chèque en blanc des études africaines" (1998c).

dants de contextes extra-africains où la coupure entre lieux sociaux d'observation, d'application et lieux sociaux et culturels de fabrication et de légitimation est totale. Ce second détour définit par conséquent une africanisation des pratiques de production des connaissances qui sache poser leur caractère historique et relatif au travers d'une expérience politique personnelle, individuelle et collective (Copans, 1998a et b).

Pourtant, plusieurs critères doivent être pris en considération pour que ces connaissances offrent un statut minimal de vérité objective. Le premier d'entre eux est historique : rien ne peut se comprendre à l'Afrique noire si l'on n'adopte pas une perspective de la longue durée des phénomènes tant pour enraciner le présent dans la multitude des passés anciens que pour ne pas séparer l'histoire contemporaine de la période coloniale. Cette historiographie est malheureusement insuffisamment pratiquée en France et l'ignorance le dispute encore au chauvinisme (Coquery-Vidrovitch, 1997). Mais cette histoire varie selon les niveaux étudiés : des familles et des localités villageoises aux ensembles régionaux pluri-étatiques et aux déterminations mondiales, l'histoire est hétérogène, et de surcroît inégalement connue. Les imageries coloniale, nationale et panafricaine constituent des prismes déformants qui transforment les champs politiques réels en autant d'ensembles sociologiques imaginaires (ethnies, nations). Le comparatisme est encore trop limité pour permettre de discriminer, ne serait-ce que dans un seul ensemble étatique, les modalités dynamiques de construction de l'action et de la représentation politique. L'une des raisons de cette situation provient de l'extrême hétérogénéité des connaissances africanistes qui ont besoin d'une conception pluri ou transdisciplinaire pour produire l'image vraisemblable d'une réalité sociale donnée. Ainsi, il est rarement possible de disposer d'une information suffisamment globale et totalisante pour repérer l'ensemble des facteurs discriminants. Cette effet d'incertitude est structurel et explique la quantité de généralisations abusives que l'on peut repérer dans les études africaines.

Deux derniers arguments confortent cette explication des défauts intrinsèques d'une partie des études africaines. Le premier concerne le "paroissialisme" d'une bonne partie des chercheurs qui restent piégés par les exemples "naturels" de leur tradition africaniste (ainsi l'Afrique francophone pour les français et les africains francophones) et par une faible culture interafricaine et internationale (ce qui pour les francophones se marque par une ignorance des travaux en langue anglaise mais aussi portugaise ou allemande). Aujourd'hui, la seule manière de lutter efficacement contre les lieux communs est de disposer de la plus large culture africaniste internationale possible mais l'état des bibliothèques et centres de documentation ne facilite guère son acquisition. L'expérience intime et directe des terrains est tout aussi problématique et douteuse : les séjours des chercheurs ont tendance à se raccourcir, la critique des sources est souvent insuffisante, la connaissance des langues locales quasiment inexistante. Bref, une espèce de journalisme de passage prend le dessus, y compris pour les chercheurs africains, mais un mauvais

journalisme puisque, dans le cas des phénomènes violents, il faut souvent recourir à des reporters chevronnés pour avoir des informations fiables. Encore que sur ce point des transformations soient en cours (Marchal et Messiant, 1997 ; Richards, 1996, Prunier, 1997).

Ce tableau volontairement sombre et un peu pessimiste rappelle que ce détour signale bien à mes yeux la question la plus sensible qui soit à propos du politique africain : l'état de sa connaissance et de ses modes de connaissance. Néanmoins, un certain patrimoine a été construit au fil des recherches et nous allons en suggérer quelques-unes des lignes de force.

II - UNE ESQUISSE DES RÉFÉRENCES

Pour proposer un panorama minimal de cadres théorico-empiriques disponibles, l'anthropologue doit devenir sociologue, politologue, géographe, historien et même parfois économiste. En effet, il faut historiciser les connaissances produites et par conséquent relativiser les démarches ou concepts utilisés et surtout être capable d'en retracer les origines géographiques, intellectuelles et sociales. Prenons trois exemples disciplinaires. Les géographes français des années 1960-70 organisaient leurs terrains et leurs analyses autour de la notion de terroir. De nombreuses recherches (avec une collection d'*Atlas des terroirs*) ont découpé l'Afrique occidentale et centrale (francophone !) mais les géographes puis les anthropologues et les économistes ont trouvé à redire à cette perspective un peu européocentrée et, progressivement, les terroirs ont disparu de l'horizon analytique. En sociologie, et dans une moindre mesure en anthropologie (à travers la théorie des modes de production), le concept de classes sociales semble inséparable de la modernité et du changement social. La quête des classes a empoisonné toute l'Afrique grâce à des macroschémas qui ne s'interrogeaient jamais sur la légitimation étatico-nationale de toute sociologie en termes de classe (Copans, 1985a). Là encore, les chemins imprévus des conflits sociaux et dits "ethniques" ont relégué les classes hors d'approche en termes de données (quasiment inexistantes ou très discutables) ou de formes de conscience de "classe" d'autant que, dans les années 1960-70, l'histoire sociale de l'époque coloniale est encore balbutiante. Enfin, la notion d'ethnie est une importation non-critique de l'ethnicité de la sociologie et de la science politique américaine et des traditions "tribalistes" de l'anthropologie sociale britannique. La critique historique de cette notion conduira à une disqualification salutaire certes mais qui pose finalement plus de problèmes qu'elle n'en résout (Amselle et M'Bokolo, 1985 ; Copans, 1994). Nous pourrions avancer de nombreux autres exemples du même genre, ce qui confirme la nécessité d'une approche critique des concepts disponibles, critique que les disciplines conduisent rarement jusqu'à leur terme et encore moins lorsqu'elles les empruntent à une discipline voisine.

C'est d'ailleurs le mode de production des connaissances africanistes qui explique ces phénomènes. Habituellement les sciences sociales produisent d'un même mouvement l'identification de phénomènes inédits, leur description et leur conceptualisation sans véritable comparaison et généralisation consécutive. Mais dans le cas des disciplines largement extérieures à la société africaine, il n'y a pas de critique intuitive ou spontanée du sens commun, il n'y a que des critiques "préconstruites" en quelque sorte, anthropologiques au mauvais sens du terme. L'entrée du chercheur se cantonne à une société, un nom qui deviendront, surtout dans le cas de l'anthropologie, un univers imaginaire dont la matérialité est bien ponctuelle (un espace-temps bien circonscrit). Ainsi les Nuer d'E.-E. Evans-Pritchard, les Ba-Kongo de Georges Balandier ou encore les Gouro de Claude Meillassoux n'existent que par procuration en quelque sorte.

Chacun peut proposer dans cet état d'esprit ses "entrées" préférées : les structures territoriales, les conflits, les mobilités sociales, les cultures religieuses ou encore les hiérarchies de genre et d'âge. Je partage quant à moi la proposition de l'historien John Lonsdale qui met en avant l'Etat, la "coutume", l'ethnicité et la religion (1990). Pour certains, il s'agirait là de dimensions primordialistes (selon Claudio Moffa-1995) alors qu'à l'évidence, il s'agit de constructions pratiques et historiques, en un mot politiques (voir également Lonsdale, 1996).

La première question porte évidemment sur la structuration sociale globale, sur sa dynamique. Les contextes territoriaux et institutionnels, idéologiques et démographiques qui définissent le lien social, l'ethos culturel et politique, l'économie morale des groupes (voir les réflexions de John Lonsdale) sont des produits historiques. Les unités concrètes, pratiques, les lieux "communs" de vie et de relation sont à géométrie très variable dans la mesure où l'expérience des observateurs reste le plus souvent peu en prise sur leur fonctionnement intime : même au sein d'un même Etat-nation, un chercheur peut se trouver complètement étranger aux groupes qu'il fréquente et qu'il étudie. Dispersion sociale et sociétés d'Etat (Copans, 1990 : 207-211) constituent les deux extrêmes d'une sociologie et d'une anthropologie politique multipolaire⁴.

Qui plus est, il semble bien que les espaces se construisent aux marges comme les régions côtières du temps de la traite des esclaves et aujourd'hui aux frontières où tout un monde d'hommes et de biens se fabrique dans l'opacité de l'illégalité. Depuis le commerce à longue distance des temps immémo-

4. Voir par exemple l'ouvrage consacré à la vie politique d'un district du Ghana depuis l'époque coloniale par un politologue et un anthropologue (Dunn and Robertson, 1973) ou encore l'approche totalisante d'un district kenyan (de l'Etat aux meetings en passant par l'économie domestique) de l'anthropologue A. Haugerud (1995).

5. Voir le cas de la confrérie mouride du Sénégal bien étudiée sous cet angle par V. Ebin (1992, 1993).

riaux jusqu'à la mondialité des migrants et des commerçants⁵, la mobilité comme facteur de sociabilité domine. J.-F. Manchuelle vient encore de nous le rappeler (1998). Aujourd'hui, le transfrontalier, l'immigré et même le réfugié définissent des espaces sociaux peu officiels, que ce soit pour le droit international, l'économie politique nationale ou... la sociologie occidentale ! Certes, tout le monde ne "bouge" pas et les sociétés africaines ne sont pas nomades par définition ou nécessité. Mais le lien entre identité et territoire, consubstantiel à nos conceptions d'une politique fortement "étatisée", est singulièrement remis en cause sur la longue durée.

Pourquoi en effet l'Etat serait-il national ? L'Etat africain ancien (précolonial et pré-pré-colonial) n'a jamais été lié à un tel phénomène de frontière et par conséquent de clôture idéologique ou culturelle. Quant à l'Etat dit moderne, il a été, dès sa naissance, international dans sa forme et sa dynamique. Quelles que soient les théories de référence, toutes s'accordent pour reconnaître cette dimension aujourd'hui bien plus internationalisée qu'à l'époque coloniale. Il semble bien qu'on puisse proposer l'hypothèse d'une fin de l'époque coloniale (dite très justement au sens étroit du terme, néo-coloniale) à partir des années 1980, voire 1990 (avec les tentatives de transition démocratique) dans le contexte des Plans dits d'Ajustement structurel. De nouveaux schémas de redistribution des ressources, de plus en plus faibles et dispersées, prennent place même si leur efficacité technique paraît toujours douteuse⁶.

Enfin, vint la notion d'ethnie qui va servir de véritable symbole bouc émissaire de tous les défauts possibles des sciences sociales. Je n'ai pas la place ici pour reprendre toute la question et il existe un minimum "vital" de littérature critique sans que l'on puisse signaler un ouvrage définitif au plan méthodologique⁷. L'ethnie possède une histoire, d'abord précoloniale puis coloniale ; elle n'est donc pas qu'un produit "moderne et contemporain", manipulateur en quelque sorte (Copans, 1985b ; Chrétien et Prunier, 1989). Mais il faut aussi se garder d'emblée des fantasmes identitaires, essentialistes et culturalistes dont les finalités politiques deviennent de plus en plus mortelles. Ce n'est ni un simple facteur d'assignation ou de reconnaissance, ni une pré-conscience de classe "tribaliste". Ce peut être une forme de révolte et de contestation, ce peut être un signe de pouvoir, c'est surtout une dynamique d'attributs sélectionnés de manière plus ou moins aléatoire selon les lieux, les échelles des lieux et les conjonctures. L'ethnie est déduite en fait de l'ethnicité qui relève du domaine du bricolage, d'une logique attrape-tout qui n'a rien d'universel. C'est l'opportuni-

6. La littérature sur les démocratisations est assez considérable. Pour plus de commodité se reporter à la bibliographie analytique de R. Buitenhuijs et C. Thiriot (1995). Quant aux formes "perverses" de prédation et de redistribution, voir J.-F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou (1997).

7. Signalons toutefois l'excellence de certains travaux sur le Kenya qui peuvent inspirer des approches originales en histoire, en anthropologie et en science politique : Cohen and Atieno Odhiambo, 1988 ; Berman, 1990 ; Berman and Lonsdale, 1992 ; Cohen and Atieno Odhiambo, 1992 ; Haugerud, 1995.

té qui fait l'ethnie : la déconstruction des histoires coloniales d'abord puis "pré-coloniales" ensuite est difficile à conduire, ce qui explique la tentation de la généralisation idéologique. Il existe toutefois des analyses très suggestives comme celles que nous avons signalées à propos de plusieurs populations du Kenya. Pour paraphraser J. Bazin (1985), "*A chacun son ethnie !*".

Conclusion

Je pense avoir démontré le caractère "sensible" des concepts et des notions du patrimoine africaniste, caractère sensible dont l'importance n'échappera à personne. La plupart du temps, les protagonistes de ce débat reconnaissent l'état de la situation mais le moment de méditation passé, le monde vaque à nouveau à ses affaires comme si de rien n'était. Ainsi les réflexions sur l'historicité des sociétés africaines, sur la fabrication indigène et autochtone des Etats, sur la survalorisation des contextes soi-disant ethniques ne semblent avoir aucun effet malgré l'ancienneté de leur formulation ou les consensus *minima* dont elles sont l'objet. Il faut africaniser (ce qui ne veut pas dire dé-occidentaliser) les démarches sociologiques, anthropologiques et historiographiques. Cela a bien été fait pour les diverses sociétés asiatiques et latino-américaines mais l'Afrique noire reste la bonne dernière dans cet aggiornamento qui va de soi. Encore faut-il que les premiers concernés, les chercheurs africains, ne se trompent pas de cible dans leur juste critique de l'africanisme dominant (Copans, 1998b).

Il faut conduire simultanément une double réflexion sur le global et le local et surtout revaloriser la recherche empirique de terrain, seule à même d'interpeller les lieux communs dépassés et vieillots qui encombrant nos travaux. Mais pour ce faire, il faut aussi savoir critiquer les empirismes latents et explicites et élaborer une méthodologie adaptée aux particularités actuelles de ces sociétés, de chacune de ces sociétés qui ne sont pas que des "sociétés d'état" nationales. Cette préoccupation méthodologique sur le métier des sciences sociales est menée de façon souvent discrète et efficace dans les universités ou les centres de recherche d'Afrique noire. Les travaux de Jean-Baptiste Ouédraogo du Burkina Faso consacrés à la violence "communautaire" me semblent constituer un excellent exemple dans ce sens (1997 ; Copans, 1998d).

Enfin, je crois qu'il faut se départir de ce sentiment de pitié, mélange de paternalisme et d'humanitarisme, véritable paradigme chrétien qui n'ose dire son nom, qui a tendance à envahir les sciences sociales "officielles" en Afrique noire⁸. Les "pauvres gens" ont besoin de bons chercheurs, de quelque origine ou nationalité, qui ne jouent ni les prophètes ni les nouveaux guides politiques ni les "dames patronnesses". Mais ce constat ne vaut-il pas pour toute science

8. J'entends par là la littérature de recherche, de consultation, d'expertise et d'ONG. Les premiers travaux d'étudiants tombent parfois dans ce travers "spontané".

sociale car une telle image trouve facilement des échos dans notre propre science sociale en proie à "la misère du monde". Ce qui confirme, si besoin était, que les problèmes de l'analyse du monde social africain n'ont finalement rien d'original ni de spécifique même s'ils paraissent plus "sensibles".

* * *

BIBLIOGRAPHIE

AMSELLE Jean-Loup et M'BOKOLO Elikia (sous la direction de), *Au coeur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et état en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985.

BATES Robert, MUDIMBE V.Y and O'BARR Jean (Eds.), *Africa and the Disciplines - The Contribution of Research in Africa to the Social Sciences and Humanities*, Chicago, Chicago University Press, 1993.

BAYART Jean-François (entretien avec Pascal Boniface), "La recherche internationale en danger", *Relations internationales et stratégiques*, n° 23, automne 1996, pp. 18-23.

BAYART Jean-François, ELLIS Stephen et HIBOU Béatrice, *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1997.

BAZIN Jean, "A chacun son Bambara" in J. L. Amselle et E. M'Bokolo, op. cit., pp. 87-127.

BERMAN Bruce, *Control and Crisis in Colonial Kenya - The dialectic of Domination*, Londres, James Currey, 1990.

BERMAN Bruce and LONSDALE John, *Unhappy Valley - Conflict in Kenya and Africa, 1 State and Class ; 2 Violence and Ethnicity*, Londres, James Currey, 1992.

BUITENHUIJS Rob et THIRIOT Céline, *Démocratisation en Afrique au sud du Sahara, 1992-1995 - Un bilan de la littérature*, CEAN-Bordeaux et Afrika Studie Centrum-Leiden (diffusion Karthala), 1995.

CHRETIEN Jean-Pierre et PRUNIER Gérard (sous la direction de), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1989.

COHEN David William and ATIENO ODHIAMBO E.-S., *Siaya - The Historical Anthropology of an African Landscape*, Londres, James Currey, 1989.

COHEN David William and ATIENO ODHIAMBO E.-S., *Burying SM - The Politics of Knowledge and the Sociology of Power in Africa*, Londres, James Currey, 1992.

COPANS Jean, "The Marxist Conception of Class : Political and Theoretical Elaborations in the African and Africanist Context", *Review of African Political Economy*, avril 1985, n° 32, pp. 25-38 (1985a).

COPANS Jean, "Ils en font toute une histoire", *Anthropologie et Sociétés*, vol. 9, 2, pp. 185-194 (1985b).

COPANS Jean, *La longue marche de la modernité africaine - Savoirs, Intellectuels, Démocratie*, Paris, Karthala, 1990.

COPANS Jean, "Intellectuels visibles, intellectuels invisibles", *Politique Africaine*, 51, octobre 1993, pp. 7-25.

COPANS Jean, "L'ethnie introuvable - déconstruction historique, manipulations politiques et identifications culturelles", *Critique Communiste*, 139, automne 1994, pp. 39-43.

COPANS Jean, "Entre porteurs de valise et porteurs de savoir - Anthropologues encore un effort si vous voulez être révolutionnaires!" in B. Schlemmer (textes réunis par), *Terrains et engagements de Claude Meillassoux*, Paris, Karthala, 1998, pp. 251-268 (1998a).

COPANS Jean, "Six personnages en quête d'un africanisme", *Politique africaine*, 69, Mars 1998, pp 89-108 (1998b).

COPANS Jean, *La longue marche de la modernité africaine*, 2ème édition, revue corrigée et augmentée d'une préface, Karthala, 1998 (1998c).

COPANS Jean, compte rendu de J.-B. Ouedraogo, *Violences et communautés...*, *Cahiers d'Etudes africaines*, n° 150 - 152, 1998 (1998d).

COQUERY-VIDROVITCH Catherine, "Réflexions comparées sur l'historiographie africaniste de langue française et anglaise", *Politique africaine*, 66, Juin 1997, pp. 91-100.

DUNN John and ROBERTSON A.-F., *Dependance and opportunity : Political Change in Ahafo*, Cambridge, Cambridge University Press, 1973.

EBIN Victoria, "A la recherche de nouveaux «poissons». Stratégies mourides par temps de crise", *Politique africaine*, 45, Mars 1992, pp. 86-99.

EBIN Victoria, "Les commerçants mourides à Marseille et New-York : regards sur les stratégies d'implantation", in E. Grégoire et P. Labazée (sous la direction de), *Grands commerçants d'Afrique de l'ouest - Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala, 1993, pp. 101-123.

HAUGERUD Angelique, *The culture of politics in modern Kenya*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

HOUNTONDI Paulin J., *Sur la "philosophie africaine"*, *Critique de l'ethnophilosophie*, Paris, F. Maspero, 1977.

KABOU Axelle, *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, Paris, L'Harmattan, 1991.

LECLERC Gérard, *Anthropologie et colonialisme, Essai sur l'histoire de l'africanisme*, Paris, Fayard, 1972.

LONSDALE John, "Le passé de l'Afrique au secours de son avenir", *Politique africaine*, 39, septembre 1990, pp. 135-154.

LONSDALE John, "Ethnicité, morale et tribalisme politique", *Politique africaine*, 61, mars 1996, pp. 98-115.

MAFEGEE Archie, "Remarques sur *Anthropology and Africa*", *Bulletin du CODESRIA*, 2, 1996, pp. 6-12.

MANCHUELLE François, *Willing Migrants - Soninke Labor Diasporas 1848 - 1960*, Londres, James Currey, 1998.

MARCHAL Roland et MESSIANT Christine, *Les chemins de la guerre et de la paix - Fins de conflit en Afrique orientale et australe*, Paris, Karthala, 1997.

MEDARD Jean-François, "L'Afrique et la science politique" in C. Coulon et D.-C. Martin (sous la direction de), *Les afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991, pp. 276-285.

MOFFA Claudio, *L'Afrique à la périphérie de l'Histoire*, Paris, L'Harmattan, 1995.

OUEDRAOGO Jean-Bernard, *Violences et communautés en Afrique noire - La région Comoé entre règles de concurrence et logiques de destruction*, Paris, L'Harmattan, 1997.

PRUNIER Gérard, *Rwanda : le génocide*, Paris, Dagorno, 1997.

RICHARD Paul, *Fighting for the rain forest - War, youth and ressources in Sierra Leone*, Londres, James Currey, 1996.

SCHWARZ Alf, *Colonialistes, Africanistes et Africains*, Montréal, Nouvelle Optique, 1979.

ZELEZA Paul Tiyambe, *Manufacturing African Studies and Crises*, Dakar, CODESRIA, 1997.